

MÉLENCHON 2027

**Contribution des Insoumis.es
communistes à la victoire populaire**

21 juillet 2026

révolution!

_2



_ ISABELLE JEGO
Graphiste

STOP OU ENCORE ? EDITO

.5

UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE CITOYENNE DANS LA CITÉ ET DANS L'ENTREPRISE

1. « Nationalisations d'un autre type » Christian Desbois du Gers, syndicaliste du livre .7
2. « Nouvelles propriété sociale, l'exemple de la SNCF » Bérenger Cernon, député de l'Essonne, cheminot .9
3. « La sécurité sociale professionnelle » Francis Parry, Paris .12
4. « Le BIB, vous connaissez ? » d'après un article de la presse régionale d'Occitanie .14
5. « Quand les oubliés s'en mêlent » Christian Audouin président co-fondateur du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin .15
6. « Produire nous-mêmes de l'écologie » Pierrick Monnet Paysan producteur de lait à Comté dans l'Ain .17
7. « La nationalisation du Crédit Agricole » Mathilde Hignet députée et Maxime Bergonso d'Ille-et-Vilaine, Pierrick Monnet de l'Ain .19
8. « Lycée professionnel, rentrée septembre 2030 ! » Françoise Valade Haute Vienne, professeure .22
9. « Lucioles de la culture » Silvia Capanema conseillère départementale de Seine-Saint-Denis, adjointe au maire de Saint-Denis .25

3 _

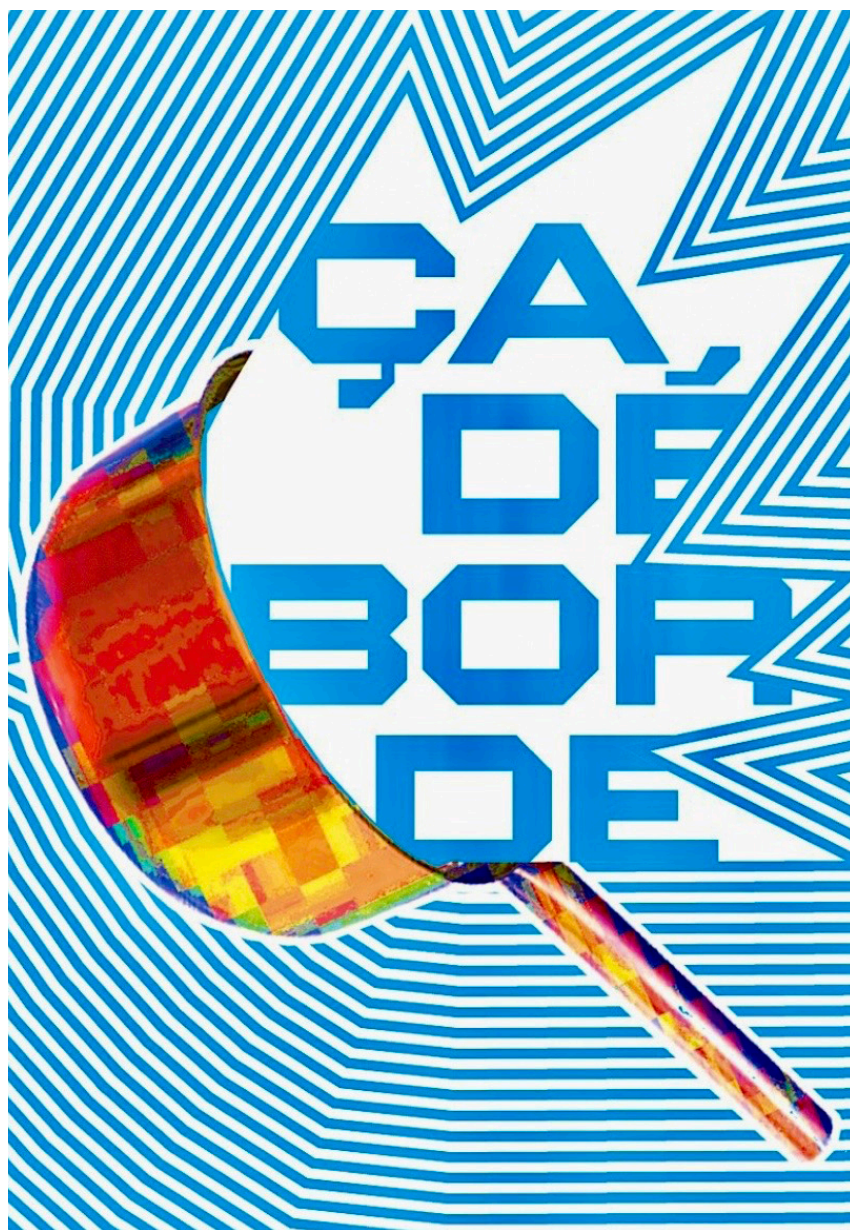
LA NOUVELLE FRANCE PRÊTE À GOUVERNER

10. « Les femmes dans la nouvelle France » Françoise Quainquard des Côtes d'Armor .30
11. « Une discrimination islamophobe nouvelle » Sylvie Herody de Saône-et-Loire .32
12. « Femmes des quartiers populaires » Farida Amrani Députée de l'Essonne .34
13. « Nous, la France » Alice Elvan Çelik « de là-bas et d'ici » .37
14. « Race, capital et sujet révolutionnaire » Andy Jadeau de la Haute Vienne .39
15. « Pour une refondation nationale et républicaine décoloniale » Alain Bertho anthropologue, militant associatif Saint Denis .41
16. « La jeunesse, moteur de la révolution citoyenne » Lenny Le Floch des Côtes d'Armor .44

INTERVIEW DE BALLY BAGAYOKO MAIRE DE SAINT-DENIS

INTERVIEW

.47



STOP EDITO OU ENCORE ?

_ FRANCIS PARNY
coordonateur des
Insoumis.es communistes

Nous allons gagner les élections de 2027. Notre programme et la qualité « d'homme d'état » de notre candidat vont être décisifs. Tous les jours, Jean-Luc Mélenchon démontre sa capacité d'écoute et de mise en cohérence des exigences de la diversité de nos concitoyennes et concitoyens.

Cette victoire du mouvement populaire est inscrite dans l'histoire de notre pays.

La question que les Français vont trancher est en effet historique. La crise de ce système au service de l'enrichissement exclusif de quelques oligarques devient insupportable. La pauvreté augmente, les discriminations se multiplient, tous les métiers perdent leur sens, la vie individuelle et familiale est incertaine et la planète ne peut plus nous supporter. Alors la question politique est bien « stop ou encore ? ».

Stop au capitalisme. Il est urgent d'engager une bifurcation claire de notre économie et du fonctionnement de notre société pour placer au cœur de l'action publique et gouvernementale la satisfaction des besoins humains et la défense de nos écosystèmes.

Les insoumis communistes souhaitent contribuer à « notre victoire ».

C'est le sens de cette brochure qui rassemble des textes permettant d'enrichir la réflexion générale populaire et le contenu de notre programme autour de deux axes essentiels.

La démocratie. Comme l'a dit Jean-Luc Mélenchon à Saint-Denis le 7 juin, « Partout, dans la cité comme dans l'entreprise, une démocratie citoyenne avancée doit être la règle ». Plusieurs textes nourrissent cette orientation.

La nouvelle France. Cette dénomination enregistre le parcours personnel et collectif, dans l'histoire des rapports sociaux de notre pays, de nombreuses, femmes, jeunes ou « héritiers de l'immigration » pour reprendre le terme si juste de Bally Bagayoko. La nouvelle France est aussi un concept politique qui affirme que l'heure est à l'avènement au pouvoir de tous ces discriminés du régime libéral. Elles ou ils sont aujourd'hui capables d'une expertise sur toute notre société qui les rend légitimes à gouverner. C'est l'enseignement principal des victoires de la FI dans les banlieues de Lyon et de Paris comme à Roubaix. D'autres textes illustrent ce progrès démocratique.

Merci à toutes celles et ceux qui ont participé à cette brochure, en particulier à Mathilde Hignet et Alain Bertho qui ne sont pas « insoumis communistes » et convergent avec notre positionnement. Merci aussi à Isabelle Jego, Apolline Floc'h et Sébastien Marchal, graphistes, pour leurs images offertes qui contribuent au contenu de notre brochure. En avant, jusqu'à la victoire de notre peuple !

PREMIÈRE PARTIE

UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE CITOYENNE DANS LA CITE ET DANS L'ENTREPRISE

NATIONALISATIONS D'UN AUTRE TYPE

— CHRISTIAN DESBOIS

Syndicat du livre, Gers

**Socialisation des
moyens de production
par les luttes sociales
et la transformation
institutionnelle.**

Prenant en compte les travaux de l'Institut La Boétie, de F. Lordon, B. Friot, le manifeste LFI pour l'industrie, il est utile d'engager une réflexion sur les nationalisations et les moyens de production, d'en repenser les fondements, en tirant les enseignements des expériences 1945 et 1981.

Ces expériences ont démontré leur efficacité et leurs limites, en particulier leur tendance à être progressivement recapitalisées et réintégrées dans des logiques de marché, comme cela a été le cas pour Renault, La Poste, EDF GDF, des banques ou France Télécom.

Les nationalisations ont échoué à transformer les structures économiques. Elles ont maintenu des critères de gestion fondés sur la rentabilité capitaliste, laissé intacts les rapports de pouvoir dans les entreprises et exposé celles-ci aux contraintes de la mondialisation financière. Pour garantir leur pérennité, il faut opérer des ruptures majeures en lien avec le programme l'AEC : abandonner la rentabilité financière comme critère central,

instituer un véritable contre-pouvoir salarié et citoyen, articuler ces transformations avec une propriété publique du crédit. Sans réforme du système bancaire et assurantiel, toute nationalisation demeure dépendante des marchés financiers.

Une transformation institutionnelle des entreprises est indispensable. La présence de représentants des salariés au sein des CA ne suffit pas dans la mesure où ces organes restent structurés par une logique de société de capitaux. Il conviendrait d'instaurer une dualité institutionnelle, reposant sur deux sources : un CA chargé de la cohérence stratégique et des décisions d'investissement ; un comité social et économique renforcé, représentant l'intérêt social, territorial et écologique. Ce dernier serait détenteur de pouvoirs, tels qu'un droit de veto suspensif sur les délocalisations, les cessions d'actifs stratégiques ou les transferts de brevets, ainsi qu'un droit de contre-proposition et un droit de saisine d'un pôle bancaire public.

La transformation des critères de gestion est essentielle.

Tant que ceux-ci demeurent inchangés, la gestion reste capitaliste. Il faut introduire de nouveaux indicateurs visant à mesurer l'efficacité sociale du capital et à encourager la sobriété matérielle et l'efficacité productive. Privilégier la répartition vers les salaires, les cotisations sociales, la formation, et les investissements territoriaux. Cette approche permettrait de déplacer la question centrale : il ne s'agit plus de savoir combien une entreprise rapporte, mais combien elle contribue à la société. Des critères complémentaires, tels que le partage des connaissances issues de la recherche et développement, la réduction des émissions de carbone, l'autonomie technologique, devraient être définis, publiés, juridiquement opposables et intégrés aux statuts des entreprises.

La question des multinationales et des actifs immatériels, en particulier des brevets, est un enjeu stratégique. Des exemples comme Airbus ou STMicroelectronics montrent qu'une multinationale publique est possible, mais qu'elle reste soumise à des logiques capitalistes. Le cas d'ArcelorMittal illustre bien le problème de la localisation des brevets, qui peut rendre une nationalisation dépendante technologiquement. Il est donc nécessaire d'imposer la localisation des brevets pour les groupes stratégiques, de soumettre les transferts d'actifs immatériels, en particulier les brevets et les propriétés intellectuelles à autorisation, de garantir un droit d'information et

d'opposition des représentants des salariés, de prévoir la possibilité de licences publiques obligatoires. Sans maîtrise des actifs, la souveraineté industrielle demeure illusoire.

La réussite d'un tel projet suppose une articulation étroite avec un pôle bancaire public, capable d'orienter le crédit selon les nouveaux critères et de proposer des conditions de refinancement préférentielles. À défaut, les entreprises publiques resteraient soumises aux exigences des marchés financiers.

RENFORCER LA DIMENSION CITOYENNE

La nationalisation ne peut relever du seul État ; elle doit impliquer la société dans son ensemble. Cela passe par la publication d'un bilan social élargi, la représentation des collectivités territoriales, l'organisation de conventions citoyennes sectorielles pour les domaines stratégiques, et la mise en place de mécanismes de contrôle citoyen sur la production.

L'ensemble de ces transformations viserait à instaurer un modèle reposant sur plusieurs piliers : propriété publique, nouveaux critères de gestion, maîtrise des brevets, articulation avec un pôle bancaire public, ancrage territorial et responsabilité écologique. Il ne s'agit plus d'une simple nationalisation, mais d'un processus de socialisation des moyens de production.

La difficulté est d'ordre politique : comment rendre ces transformations juridiquement contraignantes et durables face aux alternances gouvernementales ? Plusieurs pistes peuvent être envisagées, telles que l'inscription de ces principes dans la Constitution (indispensable), la création d'un statut spécifique d'entreprise d'intérêt général, et le verrouillage du capital pour en garantir l'incessibilité.

Sur le plan juridique, la Constitution offre déjà un fondement, notamment à travers le préambule de 1946, cependant, une révision constitutionnelle apparaît nécessaire pour inscrire explicitement la reconnaissance d'une propriété publique socialisée des secteurs stratégiques, le droit d'intervention

des salariés, la maîtrise publique du crédit, la protection des actifs stratégiques et l'incessibilité des entreprises concernées.

Nous pourrions également proposer de créer un statut juridique spécifique d'entreprise socialisée d'intérêt stratégique, caractérisé par un capital incessible, une impossibilité de privatisation sans référendum et des critères de gestion définis par une loi.

La compatibilité avec le droit européen est un enjeu majeur. Plusieurs options à envisager : une réinterprétation des règles existantes dans le cadre des services d'intérêt économique général, une désobéissance juridique assumée ou encore une révision des traités européens.

9 _

L'EXEMPLE DE LA SNCF

_ BÉRENGER CERNON

Député de l'Essonne, Cheminot

La reconstruction d'un grand service public ferroviaire unifié passe par la reprise en main démocratique de la production par les salariés eux-mêmes, associés aux usagers et aux collectivités territoriales

Depuis des décennies, le ferroviaire français est méthodiquement démantelé. Fermetures de lignes, abandon du fret, sous-investissement chronique, ouverture à la concurrence, explosion des tarifs, retards à répétition, gares abandonnées, suppressions d'emplois : ce qui fut longtemps un des plus grands services publics du pays est aujourd'hui plongé dans une crise profonde.

Cette catastrophe n'est ni un accident ni une fatalité. Elle est le résultat direct d'un choix politique : celui de soumettre le rail aux logiques du marché.

Le chemin de fer avait pourtant été conçu comme un outil d'intérêt général. Après-guerre, la nationalisation du réseau répondait à une évidence : les transports ne peuvent pas être gérés selon les critères de rentabilité immédiate. Mais cela nous ramène aussi à une réalité qui s'applique au monde entier : aucun réseau n'est capable de s'auto financer ! Il y aura toujours une nécessité de subvention publique. Alors soit on décide de faire en sorte que la totalité de ces subventions aillent dans le développement du réseau, soit on décide qu'elles remplissent les poches des actionnaires privées...

Le rail structure le territoire, relie les populations, permet l'accès à l'emploi, aux études, aux soins, à la culture. Il est aussi l'un des outils majeurs de la transition écologique. Mais au fil des années, les gouvernements successifs ont détricoté cette vision au profit d'une logique comptable.

L'Union européenne et les exécutifs français ont imposé l'ouverture à la concurrence comme une solution miracle. On nous promettait davantage d'efficacité, des prix plus bas, une meilleure qualité de service. La réalité est exactement inverse. Là où la concurrence avance, les coûts explosent, les travailleurs sont précarisés, les usagers perdent en qualité de service, et les territoires ruraux sont abandonnés parce qu'ils ne sont pas jugés "rentables". Le ferroviaire est traité comme un marché alors qu'il devrait être

considéré comme un bien commun.

La destruction du fret ferroviaire résume à elle seule ce désastre. Alors qu'il faudrait sortir des milliers de camions des routes pour des raisons écologiques et sanitaires, la part du fret ferroviaire n'a cessé de s'effondrer en France. Des triages ferment, des gares de marchandises disparaissent, des savoir-faire sont perdus. Pendant ce temps, les autoroutes saturent et la pollution augmente. Le choix du tout-routier n'est pas seulement absurde écologiquement : il est aussi socialement et économiquement inefficace.

Cette situation révèle une contradiction fondamentale : le capitalisme est incapable d'organiser rationnellement un secteur aussi stratégique que le transport. Parce qu'il cherche avant tout le profit immédiat, il sacrifie l'intérêt collectif, les besoins des usagers et les conditions de travail des salariés. Or le ferroviaire nécessite exactement l'inverse : une vision de long terme, de la planification, des investissements massifs et une coopération nationale et internationale permanente entre tous les acteurs du réseau.

C'est pourquoi il faut rompre avec cette logique. Oui, il faut revenir sur les politiques de privatisation et d'ouverture à la concurrence. Oui, il faut reconstruire un grand service public ferroviaire unifié. Mais cela ne peut pas signifier un simple retour à une gestion bureaucratique verticale où l'État décide de tout depuis

les ministères et où les travailleurs restent exclus des choix stratégiques.

Car l'État n'est pas neutre. Trop souvent, il a lui-même accompagné le démantèlement du rail au nom des règles budgétaires, des critères européens et des intérêts privés. Reprendre le contrôle du ferroviaire ne doit donc pas consister à remplacer les actionnaires par une technocratie éloignée du terrain. La véritable alternative, c'est la reprise en main démocratique de la production par les salariés eux-mêmes, avec les usagers.

Les cheminots possèdent les compétences, l'expérience et la connaissance concrète du réseau. Ce sont eux qui font fonctionner les trains, entretiennent les infrastructures, organisent la circulation et assurent la sécurité. Pourtant, les décisions sont prises loin d'eux, par des directions obsédées par les économies budgétaires et les indicateurs financiers. Résultat : les conditions de travail se dégradent, les effectifs fondent, et la qualité du service s'effondre.

Il faut inverser cette logique. La puissance publique doit devenir un outil au service des travailleurs et des usagers, pas l'instrument d'une gestion autoritaire ou libérale. Cela implique de donner un véritable pouvoir de décision aux salariés sur l'organisation du travail, les investissements, les choix industriels et les priorités du réseau. Les usagers, les collectivités

locales et les syndicats doivent également participer à cette gestion démocratique afin que le rail réponde enfin aux besoins réels de la population.

Cette transformation est aussi une nécessité écologique. Face à l'urgence climatique, la France devrait investir massivement dans le ferroviaire : réouverture des petites lignes, développement du fret, modernisation des infrastructures, trains de nuit, baisse des tarifs, maillage renforcé du territoire. Mais ces investissements ne peuvent être efficaces que s'ils échappent aux logiques de rentabilité financière. Le rail doit être pensé comme un service essentiel, au même titre que l'hôpital ou l'école.

Le ferroviaire français est aujourd'hui à un tournant historique. Continuer dans la voie actuelle, c'est accepter le déclin, la casse sociale et l'aggravation de la crise écologique. Reprendre collectivement le contrôle du rail, au contraire, c'est faire le choix d'un modèle fondé sur la solidarité, la démocratie et l'intérêt général. Ce combat dépasse la seule question des transports : il pose une question fondamentale. Qui doit diriger l'économie ? Les marchés et les actionnaires, ou celles et ceux qui produisent les richesses et font vivre le pays au quotidien ?

Pour nous, la réponse est claire. Vive la classe ouvrière !

UNE « SÉCURITÉ SOCIALE PROFESSIONNELLE »

_ FRANCIS PARNY

Coordinateur des insoumis.es
communistes, Paris

« L'avenir en commun »
porte dans ses propositions la
« sécurité sociale professionnelle ».

-12

La sécurité sociale professionnelle permet aux travailleurs licenciés économiquement de conserver leur salaire dans une durée à préciser. Ce salaire est financé par les cotisations sociales. Il permet aux salariés de se former pour améliorer leur qualification et de se préparer à de nouveaux métiers. Il leur permet de participer à une reprise d'entreprise sous la forme de Scop, s'ils le veulent, en contribuant ainsi à constituer le capital social de leur entreprise.

Le travailleur échappe ainsi à la toute-puissance du patronat sur le marché du travail et peut contrôler lui-même sa mobilité professionnelle. C'est bien un droit individuel qui pourrait être reconnu dans la nouvelle constitution. Il permet de faire de la question de la qualification humaine le moteur même de la nouvelle économie du pays.

Ce dispositif est porteur de valeur pour la personne et pour la collectivité.

Individuellement, l'élévation de notre qualification contribue à notre émancipation. Et dans notre approche globale de la société,

ce dispositif permet d'accéder à des emplois dont l'utilité sociale est reconnue et/ou d'autres qui sont nécessaires à l'évolution de notre société, que ce soit dans des secteurs en pleine expansion comme le numérique ou dans de nouvelles filières nécessaires, par exemple, à la bifurcation écologique de notre système productif. Il contribue ainsi à une approche non productiviste de notre économie et à une gestion gouvernementale fondée sur la satisfaction des besoins humains dont fait partie la préservation de nos écosystèmes.

Il s'agit d'un droit collectif qui doit être géré par les représentants des salariés comme pour l'ensemble des branches de la sécurité sociale.

La réussite de ces objectifs dépend de l'élaboration d'un plan national de formation aux métiers des filières qui concourent à cette nouvelle économie dans le cadre de l'Éducation nationale. Ce plan est indispensable au développement de nos services publics en corrélation avec une rémunération satisfaisante

des métiers concernés. Il est décisif dans le développement de l'emploi tel que défini auparavant. Il est indispensable à la justification sociale du maintien du salaire dans la période de formation.

La sécurité sociale professionnelle s'adresse à de larges couches sociales de notre société indépendamment de leurs revenus, du moment que ces personnes ont déjà accédé à un emploi. Elle répond aux comportements nouveaux des salariés à l'égard de l'emploi ou au refus de certains diplômés de s'engager dans des métiers qu'ils considèrent comme un contre sens du point de vue du développement de notre société.

D'autres dispositifs de notre programme sont adaptés à des personnes en recherche d'insertion professionnelle.

Il faut le calculer mais la dépense supplémentaire doit tenir compte du montant des indemnités auxquels tous les licenciés ont déjà droit.

Dans la période du Covid, beaucoup de salaires ont été maintenus à des personnes qui ne travaillaient plus à temps plein ou sur leur lieu de travail. Cette mesure inédite dissociait le salaire du travail. Mais outre qu'elle était prise pour maintenir la « demande » nécessaire au

maintien de la production, elle était financée par le budget de l'État. Nous ne voulons pas de la fonctionnarisation généralisée du travail.

C'est au mois de mars 1944 que le Conseil national de la Résistance propose dans son programme un « plan complet de sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail ». Les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 ont créé ce système de sécurité sociale en France, financé par des cotisations à la charge des employeurs et des salariés dont la gestion est assurée par les partenaires sociaux.

La mise en place des cotisations sociales a permis une répartition des richesses entre le capital et le travail dès la production, c'est un dispositif communiste dans son esprit. Elles créent un salaire différé et socialisé. En assurant la continuité salariale en dehors du contrat de travail, elles permettront aux salariés de se libérer de la domination du capital sur le travail. Elles fondent un droit individuel vertueux.

LE BOULANGER CRÉE LE BIB

**Un autre mode
de production est
possible pourvu
que les travailleurs
et les citoyens s'en
occupent**

C'est un article dans la presse quotidienne régionale en Occitanie.

Il parle d'un boulanger qui en a « marre » du PIB. Il ne voit pas pourquoi ce « diktat » du résultat financier serait pris comme critère de bonne santé de notre pays et de ses habitants

Des produits, nous en avons tous acheté « au meilleur prix », c'est à dire au prix de la meilleure rentabilité financière. Ils sont souvent de mauvaise qualité et les surplus, les invendus, sont jetés. Il est où le bonheur ?

Alors le boulanger décide de partir des besoins de ses concitoyens les plus proches, dans la ruralité. Dès lors il construit un modèle économique totalement différent.

Autour de lui il constate que les gens ont besoin de pain, du pain que l'on peut garder et consommer pendant plusieurs jours, du pain de campagne.

Alors il décide de se spécialiser dans la production de ce pain et de s'adresser aux producteurs des alentours. Le coût de fabrication sera peut-être plus élevé mais les producteurs seront heureux.

Et on aura du bon pain, du bon pain

qui se garde

On ira même le vendre dans les villages alentours, ceux où il n'y a plus de boulangeries et les gens seront heureux

Tout le monde peut être heureux dans cette histoire. Le boulanger fixe le salaire d'embauche de ses employés à 2000 euros et le temps de travail à 35 heures sur quatre jours

Et les salariés seront heureux de participer à ce projet et de savoir que leur temps libre va augmenter.

Le chiffre d'affaires sera suffisant pour que tout le monde dans l'entreprise puisse vivre, y compris le boulanger

Les fournisseurs et les clients seront heureux de contribuer à un autre type de production, un autre type de consommation respectueux des êtres humains, de la nature et du goût

Un autre mode de production est possible pourvu que les travailleurs et les citoyens s'en occupent

Une autre évaluation de nos actes de production et de nos actes sociaux et écologiques est possible et le boulanger appelle cela le BIB, le bonheur intérieur brut !

QUAND LES OUBLIÉS S'EN MÉLENT

_ CHRISTIAN AUDOUIN

Président co-fondateur du Parc Naturel Régional
de Millevaches en Limousin

La gestion
démocratique
d'un « parc
naturel régional »,
en multipliant
les leviers de
l'intervention
citoyenne, a tissé
des liens au titre
de la prévalence des
intérêts communs

PLATEAU DE MILLEVACHES (Mille sources), socle granitique sur les contreforts nord-ouest du Massif central : en 2004, un décret du Premier ministre classait ce territoire en Parc Naturel Régional (PNR). Un épilogue longtemps souhaité au travers de nombreuses années de maturation technique, administrative et politique.

Son périmètre, à cheval sur la Corrèze, la Creuse et la Haute-Vienne, est constitué de 124 communes ayant toutes adopté la Charte du Parc, intitulée « programme de gouvernement territorial » étalée sur 12 ans et fixant les orientations stratégiques et les axes d'action.

Sont directement concernés, les enjeux écologiques de protection et de valorisation des patrimoines naturels, humains et historiques. L'axe pivot du projet est clairement la résilience et le développement social et économique d'un territoire vivant mais démographiquement affaibli. Sa population compte 40 000 habitants auxquels s'ajoutent ceux

de cinq « villes-portes », partenaires pour les politiques d'accueil, de culture et de tourisme.

Programme de gouvernement et planification de sa mise en œuvre par les acteurs publics et privés, conventionnements financiers avec l'Etat, la Région et les départements : le cadre était établi.

LA DÉMOCRATIE CITOYENNE AU SERVICE D'UN ESPACE RURAL

Restait alors à satisfaire l'essentiel dans cette phase : l'appropriation, par l'ensemble des citoyens, de la Charte et de ses objectifs, avec l'accompagnement d'une équipe technique de haut niveau constituée d'une vingtaine de spécialistes dans les différents domaines considérés.

Président communiste du groupe « Front de gauche élargi » au Conseil

régional Limousin, mes mandats électifs et mon investissement militant étaient enracinés dans ce territoire rural.

J'ai été élu à l'unanimité à la présidence du syndicat mixte de gestion du PNR composé des délégués des 124 municipalités (une commune, une voix), ceux de la Région et des départements.

J'ai pu alors opter radicalement en faveur d'une démocratie citoyenne la plus directe possible dans les conditions institutionnelles du contexte de l'époque.

La création officielle d'un « Conseil de valorisation de l'espace rural Millevaches » est donc intervenue, en prolongement de sa gestation dans la période de préfiguration du PNR. Il est composé de représentants volontaires des secteurs associatifs, économiques (agriculture, forêt, commerce, artisanat, tourisme). Doté d'une présidence et de commissions spécialisées ouvertes, sous statut associatif, il est en charge du libre examen pour avis des projets de décision des élus et invité à formuler ses préconisations propres. La direction du PNR s'était fixée la règle de ne jamais délibérer en cas de désaccord avec les avis du Conseil, ce qui induisait l'exigence d'échanges en amont avec lui. Cette règle a été respectée.

Les porteurs de projets s'inscrivant dans les orientations et les programmes planifiés de la Charte territoriale, ont pu ainsi se multiplier

dans un élan d'adhésion collective.

Loin d'un panorama exhaustif, il faut retenir, en vrac : la protection contre les pesticides des sources et des rives (Vienne, Corrèze, Vézère), les chartes paysagères et forestières (diversification des essences et opposition aux coupes rases), la gestion des zones Natura 2000 et de tourbières, la protection de l'Abeille noire et des migrateurs... Il convient de souligner évidemment encore : l'amélioration de l'habitat (plus de 2000 dossiers traités, précédés chacun d'un diagnostic thermique complet gratuit), la création de 5 maisons municipales de santé pluridisciplinaires en partenariat avec les professions médicales et la faculté de médecine de Limoges, la labellisation des produits agricoles et artisanaux de qualité, la réalisation de gîtes touristiques à haute valeur environnementale en lien avec l'ONF, la route touristique des métiers, l'édition de topo-guides pour les nombreux circuits de randonnée à travers notre montagne limousine, la réhabilitation de moulins à eau, la pédagogie à l'environnement en milieu scolaire, etc...!

Le marqueur du territoire de Millevaches n'était pas pourtant à priori la transition écologique... Sur ces terres d'élevage dont l'agriculture est sous contrainte des marchés productivistes, l'écologie au plein sens du terme, est parfois vécue comme un ensemble de règles et de procédures encombrantes. Notons cependant que les mentalités

ont évolué, le réchauffement climatique et la crise existentielle de l'agriculture passant par-là !

Le PNR a pu et su prendre appui sur l'attachement profond des habitants à leurs terroirs, leurs modes de vie, leurs savoir-faire...et leur sentiment diffus d'être abandonnés.

Au fond, le mode de gestion démocratique du PNR, en multipliant les leviers de l'intervention citoyenne, a tissé des liens au titre de la prévalence des intérêts communs, gage d'efficacité publique et de confiance partagée.

Il reste que l'avenir de la ruralité exige la rupture globale avec les politiques libérales, à Millevaches comme ailleurs : davantage

de moyens financiers et de compétences pour les collectivités locales, gestions communalistes, services publics de proximité, mobilisation des atouts naturels et humains pour le développement économique, social et culturel...

Tout est affaire de choix politiques nationaux, car tout reste encore possible dès lors que les citoyens peuvent accéder au contrôle et à la maîtrise des leviers.

Ma présidence du PNR a pris fin en 2015. Elle a nourri ma conviction de communiste insoumis que l'union populaire et la voie de la révolution citoyenne sont les concepts pertinents de notre époque.

PRODUIRE NOUS-MÊMES DE L'ÉCOLOGIE

_ PIERRICK MONNET

Paysan producteur de lait à Comté dans l'Ain, Maire de Chevillard
Co-animateur du Groupe Thématique LFI
«Agriculture et Alimentation»

La question de la souveraineté est revenue sur le devant de la scène politique depuis quelques années. Évidemment, que l'on soit de droite ou de gauche, le mot souveraineté n'a pas la même valeur : pour certains, l'important est de produire des armes pour que le pays gagne en souveraineté nationale.

D'un point de vue communiste, la souveraineté, c'est d'abord la souveraineté des travailleurs sur leur propre travail, sur la manière de le faire et sur les produits de ce travail. Trop de travailleurs subissent les directives de leurs employeurs sur le travail, alors même qu'ils ont les outils et la réflexion pour faire mieux, améliorer le processus

de production.

Face à la crise écologique et au changement climatique, la lutte politique s'est concentrée sur la prise du pouvoir sur les institutions pour tenter d'élaborer des politiques publiques écologistes et alternatives. Cette stratégie a conduit les partis politiques à créer un citoyen-électeur écologiste, qui va voter pour que l'État fasse de l'écologie.

La hausse des températures (+2,2 degrés dans la dernière décennie) nous montre que cette stratégie n'a pas porté ses fruits.

Cars nous souhaitons la relocalisation et la décarbonation de la production industrielle, si nous souhaitons des logements isolés et rénovés, si nous souhaitons davantage d'agriculture biologique, la question n'a jamais été posée : qui produira ? Qui travaillera dans ces secteurs qui vont réclamer davantage de main d'œuvre ?

La question de la main d'œuvre nous amène à souhaiter le passage du citoyen-électeur-écologiste au citoyen-producteur d'écologie. Si nous voulons tenter de transformer la société, influencer sur l'évolution du climat et permettre à la population de s'y adapter, c'est le cadre même du travail qui devra évoluer. L'État (social, keynésien, protecteur, etc.) ne fera pas le bonheur à la place des habitants qui peuplent son espace. Ce sont aux habitants à définir leurs besoins, leurs désirs et les réponses nécessaires pour y parvenir.

L'écologie doit donc devenir une affaire de travailleurs, et pas seulement une affaire de charité (la terre que nous empruntons à nos enfants, bla bla...).

Des travailleurs reconnus, avec une protection sociale, un revenu attractif et une capacité à pouvoir décider, orienter leurs actes de production.

Il n'y a pas de garantie à ce que les travailleurs décident de produire mieux, cependant, leurs intérêts n'étant pas ceux des actionnaires, ils orienteront forcément autrement leurs décisions de production, en se protégeant au niveau de la santé par exemple.

L'agriculture est dans ces conditions un point névralgique : nous importons 50 % de nos fruits et légumes, parfois produits dans de difficiles conditions en Espagne ou au Maroc (traite d'êtres humains, pesticides interdits en France mais pas ailleurs) ; la reconquête de la souveraineté sur notre alimentation va demander près d'un million d'agriculteurs ou de travailleurs agricoles en plus, d'après la Confédération Paysanne. Moins de chimie et moins de gazole signifiera forcément davantage de travail vivant tout au long de la production des aliments (binage/désherbage manuels ou mécaniques, récoltes manuelles, diminution de l'automatisation dans la transformation ou le conditionnement des aliments...).

Où trouver ce million de producteurs supplémentaires ?

Pas dans l'agriculture actuelle, les enfants de paysans n'étant pas nombreux à reprendre la ferme de leurs parents. Pas forcément en milieu rural, l'essentiel des jeunes vivant aujourd'hui en ville.

Aujourd'hui, l'âge moyen de reprise des fermes des agriculteurs est de 32 ans. Ce n'est plus donc un choix post-bac, familial, mais un choix effectué à l'âge adulte, parfois après une reconversion et un déménagement, voire une rupture de vie.

Mêlant volonté de renouer avec la terre, la nature, et volonté de « ne plus avoir de patron », les réorientations professionnelles

agricoles rejoignent, sans forcément de conscientisation politique, la visée communiste d'une souveraineté responsable écologiquement sur le travail.

Le même phénomène s'observe, certes à une moindre échelle, dans le bâtiment et l'artisanat. Avec la même volonté de redonner du sens à son travail au quotidien.

Le défi communiste du 21^e siècle est donc ici : faire grandir l'espace où se croiseront aspirations personnelles autour du travail et du mode de vie et nécessités écologiques pour permettre à la Terre de rester habitable par l'espèce humaine.

ACCÈS AUX CAPITAUX EN AGRICULTURE FAUDRA-T-IL NATIONALISER LE CRÉDIT AGRICOLE ?

19 _

_ MATHILDE HIGNET

Députée d'Ille-et-Vilaine

_ MAXIME BERGONSO

Ille-et-Vilaine

_ PIERRICK MONNET

Ain

Dans presque toutes les fermes de France, et sans doute dans la plupart des exploitations agricoles des pays du Nord, nous empruntons. Il faut bien comprendre que le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture moderne s'est précisément fait grâce à l'arrivée de capitaux dans les fermes.

Nous sommes ainsi progressivement entrés dans une agriculture capitaliste où la ferme, l'industrie et la finance sont étroitement liées, pour le meilleur comme pour le pire. Les agriculteurs français sont quatre fois plus endettés que la moyenne européenne.

Cette accumulation de capital a profondément transformé les campagnes.

Le revers de la médaille est que l'installation est devenue beaucoup plus coûteuse. Les nouveaux agriculteurs doivent désormais reprendre soixante années d'accumulation de capital.

Soyons clairs : la planification écologique et les transformations profondes de l'agriculture que nous appelons de nos vœux à La France insoumise ne pourront pas se faire sans capitaux. Il ne s'agit pas de refuser la technique, mais de l'orienter différemment.

Si nous voulons transformer les fermes, il faudra financer de nouveaux équipements moins énergivores, des bâtiments adaptés aux enjeux climatiques, des outils de transformation locale, des infrastructures collectives aujourd'hui absentes de nombreux territoires.

Deux questions se posent alors : comment traiter le stock de dettes existant et comment financer les investissements de demain ?

Sur le premier point, notre

programme contient depuis plusieurs années une proposition importante : la création d'une caisse de défaisance permettant de racheter la dette des agriculteurs qui s'engagent dans une conversion vers l'agriculture biologique. Cette mesure devra faire l'objet d'un travail de préparation approfondi afin de pouvoir être mise en œuvre lorsque nous arriverons aux affaires l'année prochaine.

Sur le second point, les besoins sont immenses. Il faudra financer des conserveries territoriales pour approvisionner les cantines scolaires, des outils d'abattage de proximité, des ateliers de transformation collectifs ou encore du matériel adapté aux petites fermes.

L'intensité capitaliste de l'agriculture doit être réduite, pour favoriser le développement des CUMA, qui permettent de mutualiser les équipements, mais aussi par la création d'outils publics ou coopératifs de transformation. Il appartient aux agriculteurs de s'organiser collectivement et à la puissance publique de les accompagner. Concernant les équipements, nous pourrions rendre éligibles aux aides publiques l'achat de matériel d'occasion et revoir certains dispositifs fiscaux, comme le suramortissement, qui favorisent parfois une accumulation excessive de capital.

Reste le sujet le plus complexe : celui du foncier et du bâti agricole. C'est là que les besoins de financement sont les plus importants. Des initiatives

citoyennes comme Terre de Liens ont montré qu'il était possible de sortir partiellement la terre de la logique spéculative. Mais à l'échelle nationale, il faudra aller plus loin.

LE CRÉDIT AGRICOLE AU SERVICE DES AGRICULTEURS, PAS DE LEUR ENDETTEMENT

La mise sous contrôle public d'un établissement qui possède une expertise historique dans le financement agricole permettrait d'orienter massivement le crédit vers les projets agricoles compatibles avec la planification écologique, de faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs et de reprendre collectivement la maîtrise d'un levier essentiel de transformation de notre agriculture. Alors, faudra-t-il nationaliser le Crédit agricole ?

Grâce à l'expérience des nationalisations de 1981, nous sommes désormais mieux armés pour assumer et réussir ce processus économique : il nous faudra revoir le rôle de la banque et des crédits dans une économie davantage orientée. On pourra considérer ainsi le rôle du Crédit agricole comme celui d'une avance permettant aux jeunes agriculteurs de se lancer, et non d'un poids financier dont le remboursement pèse sur les nuits de sommeil déjà courtes de certains paysans.

Ainsi, les critères d'attribution de ces avances pourraient être débattus au sein de caisses d'investissement départementales, comme cela se passe déjà au Crédit agricole, mais avec la participation renforcée de citoyens, pour que les critères d'attribution reposent sur la finalité de l'alimentation, et non sur le seul critère de rentabilité bancaire.

Ces avances pourraient être conditionnées à la dévalorisation du capital accumulé au cours de la carrière : le Crédit agricole nationalisé vous donne de l'argent pour acheter le tracteur et le bâtiment, mais par une opération comptable et fiscale, toute revente serait soumise à une taxation de la plus-value. Ce ne serait pas novateur, les jeunes agriculteurs étant déjà eux-mêmes soumis à une taxe sur les plus-values dans les 5 premières années de leur installation (car l'Europe leur verse une dotation jeune agriculteur pour justement les aider à s'installer).

Ainsi, ce mécanisme permettrait de casser l'accumulation sans fin de capital par les agriculteurs et permettrait en conséquence une transmission allégée pécuniairement de l'outil de travail autrement que par un endettement excessif. Cela devra nécessairement se coupler à une avancée des droits à la retraite et au chômage des agriculteurs et agricultrices, car aujourd'hui certains vivent leurs vieux jours uniquement grâce à la vente de leur ferme et de leurs terres.

Lors du vote de la loi sur le statut

du fermage et du métayage en 1946, véritable révolution sur le plan économique et sur le plan humain, le ministre breton de l'Agriculture Tanguy Prigent avait déclaré : « *Ne jamais oublier les réalisations que, par notre cohésion,*

notre dévouement, notre énergie, nous avons déjà arrachées à la bourgeoisie capitaliste ». Avec cette nationalisation du Crédit agricole, nous arracherions un nouveau morceau de l'agriculture des mains de la bourgeoisie capitaliste.

LYCÉE PROFESSIONNEL, 2030 CHRONIQUE D'UNE RECONSTRUCTION

_ FRANÇOISE VALADE

professeure, Haute-Vienne

« *Le futur c'est ce que nous faisons, pas ce qui va arriver* »

Jean-Luc Mélenchon

_ 22

SEPTEMBRE 2030

Cela fait déjà trois ans que Jean-Luc Mélenchon a été élu président.

La VI^e République s'est rapidement mise en place et l'Assemblée constituante est maintenant pleinement opérationnelle.

Bien sûr, cela ne s'est pas fait en un claquement de doigts. Il a fallu travailler énormément mais comme le peuple de la nouvelle France a décidé de prendre sa vie en main, les avancées sont déjà visibles.

Le système éducatif français a notamment connu d'importants

bouleversements, et le lycée professionnel, longtemps relégué à l'arrière-plan, illustre bien cette évolution.

Évidemment, il ne s'agit pas d'en dresser un inventaire exhaustif d'autant que les dégâts causés par les politiques de Macron et ses prédécesseurs ne sont pas encore tous réparés. Le « chantier » est colossal.

Les premières mesures ont été clairement identifiées comme des actes de rupture.

Dès 2027, l'aberration qu'était Parcoursup a été supprimée, marquant ainsi la fin d'un système opaque et porteur d'exclusion.

La même année, le Baccalauréat professionnel a été rétabli en quatre ans ; les élèves ont retrouvé les centaines d'heures d'enseignement général et professionnel qu'on leur avait volées depuis 2009 avec le cursus en trois ans.

Mais ce qui a sans doute le plus changé, c'est que l'élève en lycée professionnel n'est plus formé pour n'être qu'un simple « appendice des machines » au service du capital, amputé des connaissances auxquelles il a droit, et remplaçable au gré des besoins des entreprises.

Aujourd'hui, il peut se développer, développer ses savoirs et savoir-faire, construire un parcours choisi, afin de mieux maîtriser sa vie future.

Désormais, il ne « subit » plus sa formation mais en devient l'acteur essentiel dans une optique d'émancipation, de compréhension et d'appropriation de l'acte de travail.

C'est précisément cette conception qui a souvent été mise à mal.

On se souvient encore des sinistres réformes de l'enseignement professionnel initiées en 2018 puis 2023 par les différents gouvernements du « règne Macron ».

Les élèves ont été tour à tour spoliés de près de douze semaines de cours, l'entreprise s'est immiscée dans le monde scolaire avec « l'installation de bureaux des entreprises dans chaque lycée professionnel » et les jeunes se sont retrouvés, par ailleurs, enfermés dans leur

bassin d'emploi local.

Rien d'étonnant, car ces réformes visaient à livrer les lycées pro aux exigences du marché.

Pendant des années, les gouvernements, au service du Medef, ont grignoté sournoisement, mais consciencieusement, l'enseignement dispensé dans ces lycées jusqu'à le réduire comme peau de chagrin. Cela leur permettait de justifier ainsi le choix de l'apprentissage, de plus en plus prégnant, pain bénit pour les entreprises mais maudit pour la vie, l'éducation et le développement de l'esprit critique du trop jeune apprenti.

Depuis 2027, cette « contre-réforme » de la voie professionnelle est bien entendu abrogée : le volume horaire d'enseignement alloué à chaque élève est revenu à un niveau satisfaisant, le contenu des programmes a été enrichi et de nouveaux champs disciplinaires ont enfin fait leur entrée en lycée pro. À titre d'exemples, toutes les classes de 3^e prépa-métiers bénéficient désormais d'heures d'enseignement musical, jusque-là rarement proposées en dehors de projets à l'initiative des équipes pédagogiques ; et à compter de la rentrée 2031, tous les lycéens de Terminale bac professionnel suivront également de véritables cours de philosophie, au même titre que ceux des lycées généraux.

On tend petit à petit, à se rapprocher de l'objectif du plan Langevin-Wallon, jamais vraiment appliqué jusqu'à lors :

« L'enseignement doit offrir à tous d'égales possibilités de développement, ouvrir à tous l'accès à la culture, se démocratiser moins par une sélection qui éloigne du peuple les plus doués que par une élévation continue du niveau culturel de l'ensemble de la nation. »

RETROUVER UN SENS AU MÉTIER

Du côté des enseignants, la situation s'est également améliorée nous permettant de retrouver un sens à notre métier.

Grâce à des recrutements massifs et à la création de postes indispensables, les classes ne sont plus surchargées et les enseignants absents sont systématiquement remplacés. Élèves comme professeurs peuvent désormais travailler dans de meilleures conditions.

De plus, en tant qu'acteurs de terrain, nous sommes les mieux placés pour identifier les évolutions nécessaires du système éducatif. C'est pourquoi nous avons bâti et portons, aujourd'hui, un projet collectif : refonder les programmes et les rythmes scolaires afin de les mettre au service de l'émancipation des jeunes, et non des intérêts économiques.

Enfin, nous bénéficions désormais d'une véritable formation continue tout au long de notre carrière. Celle-ci couvre des domaines fondamentaux pour notre pratique, tels que la sociologie de l'éducation

ou la psychologie de l'adolescent, tout en ouvrant l'accès à d'autres disciplines. Ce dispositif offre ainsi de réelles perspectives d'évolution ou de réorientation professionnelle.

Un autre progrès majeur tient à la reconnaissance nouvelle accordée aux lycées professionnels, enfin considérés comme essentiels dans la formation de travailleuses et travailleurs hautement qualifiés. Leur rôle est crucial pour compenser les errements des politiques gouvernementales antérieures qui privilégiaient avant tout les exigences patronales.

Dorénavant, la priorité n'est plus donnée aux profits de quelques-uns, mais à la mise en œuvre du bien-être de tous qui passe, notamment, par la réussite de la bifurcation écologique et solidaire.

Avec l'ouverture et le développement de nouvelles filières, dont les métiers liés à la transition écologique, mais aussi la garantie pour chaque élève de pouvoir poursuivre ses études, le lycée professionnel, désormais reconstruit et développé, s'affirme aujourd'hui comme un levier majeur pour relever les défis à venir.

Bien sûr, je n'ai donné ici qu'un aperçu de ce qui a été réalisé depuis 2027, et il reste encore beaucoup à faire. Mais ce qui est certain, c'est que le lycée professionnel n'est plus le parent pauvre de l'Éducation, celui que l'on ne veut pas voir et que l'on rêve finalement d'éliminer. Il n'est plus une voie subie, mais un lieu de savoir, de qualification

et d'émancipation.

Grâce à la volonté de « faire mieux » pour que les jeunes développent leurs

connaissances et maîtrisent leur vie future, le peuple de la nouvelle France a déjà fait un très grand pas.

LUCIOLES DE LA CULTURE

_ SILVIA CAPANEMA

Historienne, Maitresse de conférences à l'Université Sorbonne Paris Nord
Conseillère Départementale de Seine-Saint-Denis
Maire Adjointe au Patrimoine, à l'Education Artistique et Culturelle et au
Tourisme à Saint-Denis

Pour une production
culturelle populaire,
collective et émanci-
patrice au cœur
du projet insoumis.

Le secteur culturel représente en France une économie plus importante que l'industrie automobile ou le luxe, comme l'a démontré un rapport de 2013 déjà bien connu et tout aussi critiqué. Le cinéma, le théâtre, la littérature, les jeux-vidéo, la musique, la danse, les musées, le patrimoine, les arts... représentent une palette large et sont présents dans différents moments de nos existences. La culture correspond aussi à une "industrie" qui peut être peu polluante, quand elle n'est pas associée à un business. Cependant, les difficultés sont nombreuses dans le secteur culturel, un secteur inégal.

L'hégémonie capitaliste ou encore le fascisme et l'extrême droite sont les principaux adversaires de la production culturelle, des arts et de la culture populaire, comme l'a décrit Pierre Paolo Pasolini en utilisant la métaphore de la disparition des lucioles. Pasolini regrettait

la disparition, notamment dans son Italie natale, de ces lucioles qui caractérisent l'expression populaire et la matrice de l'émancipation, dans un monde néolibéral et fascisant. George Didi-Huberman, toutefois, a suggéré un autre angle d'analyse : la culture qui résiste, les lucioles qui résistent. C'est bien cette culture de la résistance et de l'émancipation qui doit être au cœur d'une nouvelle forme de démocratisation culturelle, avec la création d'un « nouveau populaire », comme l'a proposé Victorien Bornéat.

Un projet insoumis pour la culture doit favoriser la création artistique produite par les collectifs, financée par un nouveau levier financier (sous formes de contributions des entreprises et des grosses fortunes, d'une taxe prélevée sur le secteur du tourisme, entre autres).

Dans une recherche que j'ai développée avec l'anthropologue

Adriana Facina, nous avons étudié le rôle et la puissance des collectifs culturels dans les périphéries urbaines de Rio et de Paris. Ces collectifs – qu'ils soient petits, moyens ou grands – se revendiquent sous la forme associative et se configurent comme des formes contemporaines du mouvement social. Ils portent, dans leur projet de création artistique ou culturelle, des revendications émancipatrices et collectives, comme les questions antiracistes, féministes, de réappropriation de l'espace public, d'inclusion des personnes en situation de handicap, d'écologie, de démocratisation de l'art, des droits des travailleurs, etc. (par exemple, un groupe de carnaval créé dans un centre psychiatrique de la banlieue de Rio, ou bien une association de création d'objets d'arts à partir des déchets à Saint-Denis, ou encore une compagnie de théâtre qui crée des spectacles d'éducation populaire avec les jeunes à Mantes la Jolie...). Ils font vivre les liens sociaux, les transmissions intergénérationnelles, les luttes dans les quartiers et dans les villes.

Gilberto Gil, musicien brésilien mais aussi ministre de la culture sous le premier mandat de Lula (2003-2006) est à l'origine de la mise en place d'une politique de création et de soutien des « points de culture », favorisant l'ouverture et la permanence des centres culturels répartis partout dans le pays. Il s'agit de soutenir la démocratisation culturelle à partir de la production et de la création,

avec une participation importante des cultures populaires. Sous la forme de « points de culture » ou d'associations loi 1901, les collectifs culturels irriguent la production, innovent sur la forme, portent les luttes d'émancipation et de résistance, font vivre l'accès à la culture ou les droits culturels de façon concrète. Ils sont pourtant souvent victimes de l'instabilité des modèles économiques qui pratiquent des coupes budgétaires austéritaires, de systèmes fragiles, chronophages, les excluant des appels à projets. Ils sont parfois victimes de la répression politique, notamment celle de l'extrême droite. Pourtant, avec un soutien plus pérenne, ils produisent également une économie sociale et morale (selon le concept de E. P. Thomson), créent de l'activité et du travail artistique.

Notre projet culturel doit être celui qui crée les conditions pour une multiplication de ces lucioles partout en France, pour la refondation d'un véritable espace populaire culturel pluriel et dynamique. Et ce projet, qui lie le nouveau populaire, les revendications politiques et émancipatrices et les créations, comme nous l'avons vu avec la fête de la musique antiraciste le 21 juin 2026, commence ici et maintenant ! Ce sera en mettant la diversité des productions culturelles au centre de notre campagne, sur la forme et sur le fond, que nous construirons les conditions de la victoire de Jean-Luc Mélenchon en 2027.

BIBLIOGRAPHIE CITÉE

1. « L'apport de la culture à l'économie en France », Inspection Générale des Finances, 2013 : https://www.culture.gouv.fr/Media/medias-creation-rapide/201312_Rapport-IGF-IGAC-Culture-et-economie.pdf
2. Victorien Bornéat, *L'exclusion culturelle : manifeste pour une riposte populaire*, Fondation Jaurès, Paris, 2026.
3. Silvia Capanema et Adriana Facina (eds), « *Periphery is periphery anywhere* » : *cultural production in urban peripheries*. Vibrant, 2026. : <https://vibrant.org.br/>
4. Pier Paolo Pasolini, *La disparition des lucioles*. In : *Écrits corsaires*, Paris, Flammarion, 1976.
5. Georges Didi-Huberman, *Georges, Survivance des lucioles*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2009.
6. E. P. Thompson, « *The Moral economy of the English Crowd in the Eighteenth Century* », in *Past & Present*, 50, 1971.



SECONDE PARTIE

LA NOUVELLE FRANCE PRÊTE À GOUVERNER

LES FEMMES DANS LA NOUVELLE FRANCE

_ FRANÇOISE QUAINQUARD

Côtes-d'Armor

Un vent d'éman-
cipation souffle
dans la France
d'aujourd'hui

La campagne électorale des municipales de 2026 a été un révélateur de l'aspiration des femmes à être reconnues pour leur apport singulier dans la gestion des municipalités

Cette volonté s'est affirmée par l'envie de la prise en compte de leur opinion, qu'elle soit entendue et respectée. Ces exigences se sont enracinées dans leur vécu de femme qui doivent mener une vie double en prenant toutes leurs responsabilités pour l'harmonie de leur famille, souvent monoparentale. Le vécu aussi de femmes qui, dans les cités populaires, organisent le soutien, la solidarité auprès des autres femmes.

Les êtres humains sont, de fait, différents et cette différence a été considérée comme une richesse par celles et ceux qui ont construit leur liste. J'ai vu avec émotion des Femmes voilées portant avec fierté leur écharpe tricolore d'adjointe au Maire.

Quelle belle avancée !

En revanche, du chemin reste à faire

pour combler le déficit politique que représente le nombre encore trop faible de femmes maires ou présidentes d'agglomération.

Il faut dire que les obstacles sont nombreux : les institutions dépassées de la Vème République, l'aggravation de la crise du capitalisme qui mène une guerre idéologique visant à opposer les gens entre eux, dont les femmes sont les premières victimes et ceci dans toutes les sphères de la société, par la persistance du patriarcat et d'une misogynie décomplexée. *« Le système patriarcal est un obstacle au développement de l'humanité » **

Les mentalités rétrogrades, idéologiques, sont à combattre sans relâche. En particulier les propos et les comportements sexistes envers les femmes, jugées comme non capables d'assurer des fonctions, y compris dans les plus hautes sphères de l'État. Je n'oublie pas les violences sexuelles et sexistes qu'elles subissent.

Il n'y a pas d'un côté la lutte des classes et de l'autre les luttes contre les dominations, car l'antagonisme de classe traverse toutes les luttes et les recompose permettant ainsi leur

*Jean-Luc Mélenchon lors de son discours à St-Denis le 7 juin

convergence. La France Insoumise porte ce féminisme anticapitaliste loin d'un féminisme bourgeois et conservateur.

Cet affrontement est vif dans une France en crise où les femmes font partie des premières victimes sociales par l'inégalité de salaire et la précarité dans le travail

LE COMBAT D'ÉMANCIPATION DOIT SE POURSUIVRE SANS PAUSE

Les femmes sont héritières de la lutte de leurs aînées qui ont conquis des droits :

Le droit à l'avortement, le droit de vote, le droit d'avoir une indépendance financière, la parité reconnue mais insuffisamment appliquée.

L'histoire nous enseigne que ces droits obtenus par les femmes l'ont été par des luttes courageuses, tenaces, qui ont fait avancer toute la société, du point de vue des libertés tout en faisant progresser la reconnaissance de leur place dans cette société, alors que dans les années difficiles elles étaient invisibles.

La Nouvelle France n'est pas celle des années cinquante. Elle est le fruit de luttes émancipatrices, qui ont fait émerger une autonomie des femmes d'aujourd'hui. Elle se construit dans ces affrontements de classes

exacerbés.

Les femmes y prennent toute leur place, en résistance à ce système qui s'en prend à ces générations. Elles le font aux côtés des jeunes plus éduqués et formés et aux côtés des héritiers-es de l'immigration qui se sont imposés pour être enfin reconnus à part entière.

Leur engagement est clair : elles luttent pour l'émergence de droits nouveaux pour toutes et tous. Elles affirment une volonté commune de faire reculer le capitalisme et de faire émerger des activités humaines visant à transformer les rapports sociaux et la société française. L'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature est au cœur de leur engagement.

C'est par elles et avec elles que la Nouvelle France se construit. Elle sera le terreau pour l'avènement de nouveaux acteurs et actrices appelant le peuple à se mettre en mouvement pour changer la société.

Une autre voie pour la France en 2027 va s'ouvrir avec l'élection présidentielle. Les femmes vont y prendre toute leur place, selon ce qui les motive et je suis sûre qu'elles oseront prendre la parole pour mettre de la vie dans la politique.

J'observe avec plaisir leur gaieté, leur enthousiasme, leur combativité dans cette période, où nos adversaires sont vent debout contre Jean-Luc Mélenchon et les militants et militantes de la France Insoumise. Ils nous craignent. Ils ont raison car à l'horizon ce sera la victoire.

UNE DISCRIMINATION ISLAMOPHOBE NOUVELLE

_ SYLVIE HERODY

Saône-et-Loire

Dans la nouvelle France, chacun et chacune doit pouvoir Gouverner et participer à la démocratie ! À Chalon-sur-Saône, une camarade a été élue Conseillère municipale : elle entend assurer son mandat, défendre le programme qu'elle a présenté avec ses colistiers, participer à la gestion de la ville. Mais pour l'instant, elle ne peut le faire car le Maire a fait voter un nouvel article au règlement du Conseil municipal, qui interdit à une femme voilée de siéger aujourd'hui.

_ 32

La raison invoquée : le respect de la neutralité !

Un scandale !

Un maire est-il neutre ? Un conseiller municipal est-il neutre ? Cette assemblée délibérante est politique et la Constitution lui garantit la diversité. Quant à la laïcité, elle doit garantir le droit de chacune et de chacun à choisir sa religion, pas à la cacher.

Cette décision du maire, inacceptable, donne à voir la conception qu'il se fait de la place de la femme musulmane dans notre société et dans la vie politique, mais elle illustre aussi une singularité dans le champ des contradictions sociales et politiques : à l'intersection du patriarcat, du racisme de classe

et de la domination culturelle, cette prétendue neutralité républicaine n'est en réalité qu'une normalisation bourgeoise des comportements et des corps, en particulier ceux des femmes. Sous prétexte de laïcité, certains pouvoirs locaux font de la femme musulmane le terrain avec lequel ils cherchent à exprimer leur islamophobie.

Un maire qui exclut une élue musulmane du conseil municipal en raison de son voile, ne défend pas la démocratie : il la mutile. Il ne fait pas qu'exercer un pouvoir individuel : il réaffirme la domination de la classe dominante. Derrière un discours bien rôdé de soi-disant laïcité, se cache une vieille mécanique de sélection sociale : les femmes issues des quartiers populaires sont tolérées

tant qu'elles demeurent invisibles et silencieuses (à Chalon, on a même le sentiment que le maire voit derrière chacune d'elle une potentielle terroriste). Mais dès que ces femmes prennent la parole, dès qu'elles entrent dans l'espace du pouvoir politique, elles deviennent une menace pour l'ordre établi.

Leur accès aux institutions remet en cause le monopole culturel d'une bourgeoisie qui prétend parler au nom de l'universel et qui exclut tous ceux et toutes celles qui ne lui ressemblent pas. Et c'est pourquoi nous avons assisté à ce déferlement de haine et de racisme décomplexé lorsque des maires issus de l'immigration, comme Bally Bagayoko et quelques autres, ont été élus.

Mais pour les femmes c'est double peine ! Et même triple peine quand elles sont issues de l'immigration ou musulmanes.

Elles subissent en effet une triple aliénation raciste, patriarcale et politique.

Raciste car la femme musulmane subit une aliénation spécifique, liée à son identité culturelle et religieuse : le corps de la femme musulmane devient un champ de bataille idéologique, ouvrant le champ aux pires concepts racistes et coloniaux. Le vêtement féminin est érigé en menace contre l'ordre établi bourgeois

Patriarcale car l'exclusion du conseil municipal de notre camarade est une volonté et une tentative

de la renvoyer à son espace privé, la privant de son rôle d'actrice politique active, alors même qu'elle a été élue démocratiquement par nos concitoyens.

Politique car le maire définit ainsi qui a « le droit » de représenter le peuple et exclut celles et ceux qui n'affichent pas les bons signes culturels. On retire ainsi aux femmes issues de l'immigration et/ou musulmanes leur droit à être représentées dans la gestion de la « chose publique ».

Nous attendons avec impatience le jugement au fond du Tribunal administratif mais quel qu'il soit, nous continuerons à nous battre contre l'arbitraire de tels maires réactionnaires et bourgeois car cette lutte est indissociable de la lutte contre le capitalisme : la femme musulmane, en tant qu'actrice politique, brise le carcan de l'essentialisation où l'on veut l'enfermer. Sa présence dans les instances de décision est un acte de résistance matérielle contre une classe dominante.

La France insoumise propose un programme de transformation radicale de cette société qui utilise les préjugés racistes, patriarcaux et de classe pour maintenir ses privilèges en divisant le peuple. La société que nous voulons ne doit plus permettre à des maires de se transformer en petits despotes idéologiques. La lutte pour la place des femmes en politique, et de la femme issue de l'immigration ou musulmane en particulier, est indissociable de la lutte anti capitaliste, anti-raciste

et anti-sexiste.

Nous sommes les seuls à mener ce combat : les 5 conseillers d'opposition, socialistes, communistes et écologistes, au sein du Conseil municipal de Chalon, n'ont eu aucun mot de soutien pour notre camarade interdite de siéger ! Les Insoumis mèneront sans

relâche la lutte contre ce système de domination des classes populaires et de nos concitoyens.es précarisés.es et discriminés.es

Vivement 2027 pour une société émancipatrice, libérée du poison du racisme, du patriarcat et de la domination bourgeoise !

* Bien sûr les Insoumis de Chalon font le nécessaire pour obtenir de la justice la suppression de cet article du Règlement intérieur

FEMMES DES QUARTIERS POPULAIRES : L'ÉGALITÉ NE PEUT PLUS ATTENDRE

_ 34

_ FARIDA AMRANI
Députée de l'Essonne

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les femmes vivent au croisement de plusieurs discriminations. Elles subissent les inégalités faites aux femmes, les inégalités sociales, les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée, parfois à la religion, à l'adresse, à la couleur de peau, au nom de famille. Elles ne demandent ni compassion ni mise sous tutelle. Elles demandent l'égalité.

Trop souvent, les femmes des quartiers populaires sont enfermées dans des caricatures. On

parle d'elles comme de victimes silencieuses ou comme de figures héroïques qui devraient tout porter : la famille, l'école, le lien social, les associations, la solidarité du quotidien. Dans les deux cas, on leur refuse une chose simple : être considérées comme des citoyennes à part entière, avec des droits, des colères, des ambitions et une parole politique.

La réalité est pourtant connue. Les quartiers prioritaires concentrent la pauvreté, le chômage, les familles monoparentales, les logements

dégradés, les difficultés d'accès aux services publics. Dans ces conditions, les femmes sont souvent les premières exposées. Elles sont plus nombreuses à assumer seules les enfants, à subir les emplois précaires, les horaires morcelés, les temps partiels imposés, les métiers essentiels mais mal payés : aide à domicile, nettoyage, soin, caisse, animation, restauration, éducation. Pendant les crises, ce sont elles qui tiennent. Mais quand vient le moment de reconnaître, de rémunérer, de protéger, elles disparaissent.

À cela s'ajoute la discrimination territoriale. Habiter un quartier populaire, c'est encore trop souvent voir son CV écarté, son sérieux questionné, son adresse devenir un soupçon. Pour une femme racisée ou perçue comme musulmane, l'obstacle est encore plus brutal. On lui demande de prouver qu'elle est "intégrée", "neutre", "présentable", "émancipée", comme si sa place dans la République devait être sans cesse renégociée. Ce soupçon permanent abîme des vies. Il éloigne de l'emploi, du logement, de la formation, de la santé, de la confiance dans les institutions.

Les jeunes filles des quartiers populaires grandissent aussi avec cette double injonction : réussir malgré les inégalités, mais ne jamais trop déranger l'ordre établi. À l'école, elles font souvent preuve d'une détermination remarquable. Pourtant, l'orientation, le manque de moyens,

les discriminations, l'autocensure provoquée par le regard social et l'absence de modèles accessibles limitent encore trop souvent leurs horizons. La République ne peut pas se satisfaire de célébrer quelques parcours d'exception pendant qu'elle laisse tant de jeunes filles lutter seules contre les plafonds de verre.

L'espace public est un autre révélateur. Dans beaucoup de quartiers, les équipements, les transports, l'éclairage, les lieux de rencontre, les infrastructures sportives ou culturelles restent pensées sans les femmes. Ce n'est pas un détail d'aménagement : c'est une question de liberté. Pouvoir sortir, circuler, pratiquer un sport, s'asseoir sur un banc, rentrer tard, accompagner ses enfants, se réunir, militer, vivre pleinement sa ville, cela fait partie des droits fondamentaux.

Face à cela, la réponse ne peut pas être morale ou sécuritaire. Elle doit être sociale, féministe et populaire. Il faut des services publics de proximité, des centres de santé, des crèches, des transports fiables, des logements dignes, des associations financées durablement, des moyens pour l'école, des politiques d'emploi réellement contraignantes contre les discriminations, des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes accessibles partout, y compris dans les quartiers les plus abandonnés.



NOUS, LA FRANCE

_ ALICE ELVAN ÇELİK

De là-bas et d'ici

Je suis de ceux qui portent plusieurs mondes en eux.

De ceux qui ont traversé des frontières visibles et invisibles, des histoires, des langues, des mémoires parfois contradictoires. Longtemps, j'ai cherché à répondre à une question simple : d'où viens-tu ? Et plus le temps passait, plus la réponse devenait complexe. Je venais d'ici. De là où je suis.

L'exil, l'immigration ou le déracinement ne sont pas de simples traversées d'espaces. Ce sont des métamorphoses intérieures. À force d'habiter plusieurs mondes, on découvre qu'aucun lieu, aucune origine, aucune identité héritée ne peut contenir entièrement ce que nous sommes. Entre les frontières franchies et les racines déplacées naît une autre forme d'appartenance : celle que l'on construit par sa vie, ses choix et ses engagements.

Alors l'idée de patrie change de sens. Elle cesse d'être une question de sang, de couleur ou d'origine. Elle devient une préoccupation commune que l'on porte à travers les luttes qui nous unissent. Ces préoccupations partagées donnent une nouvelle direction à notre manière de penser la nation. L'expérience de l'exil

révèle que ce qui rapproche les êtres humains est souvent plus fort que ce qui les distingue. Le lieu de naissance, les origines ou les héritages ne sont plus l'essentiel. Ce qui compte, c'est la volonté de prendre part à un destin collectif, de défendre des principes communs et de contribuer au bien commun. La nation ne se réduit alors plus à une communauté d'origine ; elle devient une communauté de responsabilité, tournée vers la dignité humaine, la solidarité et l'avenir du peuple. Le peuple de France.

Elle devient la conscience de ce qui est réel : les femmes et les hommes avec qui nous partageons un territoire, un destin, des difficultés et des espoirs. La patrie n'est pas ce qui nous sépare ; elle est ce qui nous relie.

Mon pays d'adoption est la France. Je l'ai choisie autant qu'elle m'a accueilli. Mais j'attends d'elle plus qu'une simple coexistence. Je rêve d'une France qui cesse de regarder ses enfants à travers leur couleur de peau, leur origine sociale ou le nom de leurs parents. Une France qui ne distingue plus ceux qui seraient « d'ici » de ceux qui devraient sans cesse démontrer qu'ils méritent d'y être.

Car dans la réalité des vies ordinaires,

les différences s'effacent souvent là où les discours les entretiennent.

Elles s'effacent dans le travail, dans les quartiers, dans les écoles, dans les associations, dans les épreuves traversées ensemble. Elles s'effacent lorsque des citoyens luttent côte à côte pour la justice sociale, la dignité, la sécurité de leurs familles et un avenir meilleur pour leurs enfants.

Dans ces combats communs, la couleur recule. Le réel reprend sa place.

La Nouvelle France que j'appelle de mes vœux est une France du commun. Une France où les racines multiples ne sont plus perçues comme une menace mais comme une richesse. Une France qui reconnaît que nous partageons les mêmes aspirations fondamentales, les mêmes fragilités et la même dignité.

Je ne crois pas à une identité figée. Je crois à une identité qui se construit, se transforme, se mélange et s'enrichit. Une identité

fondée non sur l'exclusion mais sur la participation à une aventure collective. Une France capable d'unir sans effacer, de transmettre sans enfermer, d'accueillir sans renoncer à elle-même.

Mon histoire est celle de milliers d'autres. Nous sommes les enfants de plusieurs terres, mais nous regardons dans la même direction. Et si la France veut écrire son avenir, elle devra apprendre à se reconnaître dans tous ses visages, non pour les additionner comme des différences irréductibles, mais pour y voir l'expression d'un même peuple.

Alors peut-être naîtra cette Nouvelle France, « des rois morts et du peuple vivant » : une France de l'humanité, de la justice sociale, du respect du vivant et de la fraternité réelle. Une France où personne n'aura à choisir entre ses racines et son avenir. Une France où la patrie ne sera plus définie par l'origine de chacun, mais par la solidarité qui unit tous ceux qui décident de faire société ensemble.

RACE, CAPITAL ET SUJET RÉVOLUTIONNAIRE

_ ANDY JADEAU

Haute Vienne

L'Etat français s'est développé en même temps que son empire colonial. Ce n'est pas un accident de parcours de notre histoire nationale, c'est une matrice. C'est-à-dire que le capitalisme ne s'est pas seulement construit sur l'exploitation du travail, il s'est aussi construit sur une hiérarchisation raciale des êtres humains, ici comme dans les colonies. L'impérialisme a conduit à l'organisation politique de la domination coloniale avec la production d'un ordre racial qui a justifié l'accumulation des richesses pour quelques-uns ici, par l'exploitation des peuples là-bas. Pour dépasser le capital, nous devons rompre simultanément avec l'ordre racial avec lequel il s'est historiquement constitué.

La question raciale n'est pas extérieure à la lutte des classes. Elle n'est pas une contradiction secondaire que l'on pourrait traiter une fois réglées les questions économiques. Elle participe pleinement de la manière dont s'organisent encore aujourd'hui l'exploitation, la précarité et la dépossession du pouvoir populaire. Cette vérité,

la gauche a parfois eu du mal à l'entendre. Statuts spéciaux pour les travailleurs coloniaux, hiérarchies de fait dans les usines, ambiguïtés sur les guerres de libération, lecture biaisée des reconfigurations sociales... Pour beaucoup, il faut éviter la question raciale pour ne pas « diviser la classe », ne pas exclure les travailleurs qui adhèrent à ce pacte racial, c'est une logique qui se voit aujourd'hui encore dans de nombreuses prises de positions. Sans jeter par-dessus bord la grille de classe, il s'agit ici de l'élargir, pour qu'elle voie ce qu'elle a trop longtemps laissé dans l'angle mort.

La révolution ne commence pas le soir d'une élection et la période que nous voulons ouvrir en 2027 ne remettra pas cette question à plus tard. La VI^e République et les transformations voulues devront s'attaquer, dès le premier jour, à cet ordre racial, pour ne pas le reconduire sous une forme prétendument neutre. L'islamophobie omniprésente, le contrôle au faciès, la gestion sécuritaire des quartiers, les discriminations à l'embauche et au logement, la suspicion permanente de certaines fractions

de la population, ce ne sont pas des « bavures » isolées, c'est un système. Il y a des populations qui doivent être administrées et surveillées, ce sont les formes renouvelées d'un indigénat qui retraduit ici et aujourd'hui les mécanismes coloniaux. C'est une continuité de l'impérialisme, un système qui reproduit à l'intérieur ce qu'il a aussi organisé à l'extérieur. Aujourd'hui encore, la Françafrique, le soutien aux régimes qui servent les intérêts de l'oligarchie française ou sa complicité dans le génocide des Palestiniens sont autant d'expressions de ce même ordre racial et impérialiste. C'est pourquoi, un antiracisme politique cohérent est nécessairement anti-impérialiste. S'attaquer aux bénéfices de la blancheur dans son ensemble n'est donc pas un supplément d'âme moral que l'on aurait ajouté à notre programme, c'est bien une tâche révolutionnaire à part entière, au même titre que l'abolition de la propriété lucrative.

Reste alors une question décisive : qui portera cette transformation ?

Pendant longtemps, une partie de la gauche a souvent réduit ce sujet à la seule figure de l'ouvrier blanc et organisé. Omettant en même temps les héritiers de l'immigration post-coloniale, les habitants des quartiers, les travailleurs racisés, les précaires de cette nouvelle classe ouvrière invisible. Il faut prendre la mesure de ce que le système fait peser sur les conditions d'existence, ce que la menace d'un Etat autoritaire ou de l'extrême droite représente

pour les corps et les esprits. C'est ce « Nous » tout entier que nous construisons en intégrant la question raciale pour ce qu'elle est, ce qu'elle impose aux individus et comment elle organise la société. C'est nommer enfin correctement ce que ces siècles de domination, de barbarie et leur résistance ont produit.

Il se développe déjà des formes d'organisation et de résistance : émeutes, associations de quartier, collectifs de familles, comités vérité et justice, collectifs de luttes contre les violences policières, collectifs antiracistes. Partout émergent des expériences d'auto-organisation qui traduisent une même aspiration à reprendre prise sur les conditions d'existence, reprendre sa place de sujet politique, sans attendre l'autorisation de l'Etat. Reconnaître cela, c'est accepter que le peuple révolutionnaire ne se limite pas aux bastions syndicaux traditionnels, il se trouve aussi, dans cette partie de la nouvelle France qui a appris, par nécessité absolue, à s'organiser.

Cela ne signifie pas substituer une identité à une autre, ni dissoudre la lutte des classes dans un empilement de communautés. Nous ne défendons pas un universalisme abstrait qui efface les dominations vécues, nous défendons un universel concret, un commun à construire, celui qui se construit en abolissant réellement, ensemble et non l'un après l'autre, les rapports sociaux de race et de classe qui aujourd'hui se renforcent mutuellement. Abolir

ces rapports ne signifie pas produire une uniformité triste, cela signifie que plus aucune différence ne servira de fondement à une hiérarchie. Ce que nous voulons, c'est une fraternité qui n'exige pas le sacrifice de soi pour y entrer. La démocratie citoyenne avancée que propose Jean-Luc Mélenchon, celle qui doit faire régner la souveraineté populaire dans la cité et dans l'entreprise, sera pleinement universelle si elle est pensée aussi depuis ces marges-là, et non simplement étendue jusqu'à elles. C'est tout l'enjeu de notre

période, il ne faut pas attendre que le socialisme advienne pour ensuite, gentiment, traiter la question raciale en bonus. La traiter maintenant, au cœur même de la transformation révolutionnaire et dans l'architecture de nos institutions nouvelles, comme une condition de sa réussite et de sa légitimité.

La victoire de notre candidat en 2027 ne sera pas un changement de personnel à la tête d'un même vieil ordre, elle sera une rupture, une victoire de ce sujet populaire, pluriel et conscient de lui-même.

POUR UNE REFONDATION NATIONALE ET RÉPUBLICAINE DÉCOLONIALE

41_

_ ALAIN BERTHO

Anthropologue
Militant associatif Saint Denis

Quand la laïcité républicaine devient une arme de persécution islamophobe, quand la lutte contre l'antisémitisme est instrumentalisée pour défendre un État génocidaire, quand la mort d'un néonazi dans une rixe qu'il a provoquée est saluée par une minute de silence à l'Assemblée nationale, quand l'universalisme est convoqué pour traiter les antiracistes de communautaristes, quand les repères politiques de base de la République sont à ce point dévastés,

il n'y a aucun doute possible : nous vivons une profonde crise nationale, une crise du contrat civique qui nous rassemble, du sens de la démocratie.

Le capitalisme en a détruit systématiquement les bases : celles d'une République garante de l'intérêt public, de l'École, de la Justice, de la Santé, de la protection sociale, du Code du travail... Voilà la nature de l'effondrement démocratique dans lequel prospère le Rassemblement

national. Face à cette crise, le RN propose un autre récit national. Au peuple républicain qui fonde la Nation Française depuis plus de deux siècles, il propose de substituer le mythe d'une France éternelle, blanche, chrétienne, coloniale, xénophobe.

Cette proposition attise des méfiances, des haines, des violences qui rongent les solidarités et entraînent notre pays, comme d'autres, dans des logiques de guerre.

La mémoire et l'histoire des années 1930 sont aujourd'hui convoquées pour comprendre notre présent. On réduit l'union des partis de Gauche à une sorte de modèle universel contre le fascisme. On oublie trop souvent le sens national de cette Résistance qui s'est prolongée au-delà de 1936, jusqu'à la Guerre, jusqu'au Conseil National de la Résistance qui a contribué à la refondation républicaine de 1945.

En 1936, au 8^e congrès du PCF à Villeurbanne, pour Maurice Thorez, l'intérêt du combat de classe passe par une certaine idée de la France, « peuple admirable à la fière indépendance ». Dont, ajoute-t-il, « nous sommes fiers de la grandeur passée de notre pays, fiers de nos grands ancêtres de 1793, fiers des combattants de février et de juin 1848 ; fiers des héros de la commune ». En investissant un récit historique dans l'urgence de la crise sociale et politique, le PCF « travaille à l'union du peuple de France », et même à « l'Union de la Nation française » « à la véritable réconciliation nationale

contre les deux cents familles (...) qui voudraient que le peuple de France soit partagé en deux camps, parce que cela correspond à leur volonté de guerre civile. « L'unité de la classe ouvrière » et le Front populaire « en étaient le chemin ».

Certes, nous ne sommes pas dans les années 1930. Certes, la France de Maurice Thorez était une France coloniale. Mais la crise est toute aussi profonde et le besoin d'unité populaire peut-être plus forte encore. Il y a plus de trente ans, en 1995, face à une première réforme des retraites, le slogan « Tous ensemble » a porté une posture de résistance que le pays n'a pas oublié, pas plus qu'il n'a oublié le mot d'ordre. Un « nous » populaire réémerge sans cesse face à la destruction du commun. Il gagne en puissance.

Il était là en 2019, sur les ronds-points où des débats passionnés s'ancraient dans une solidarité profonde. Il était là dans les rues jaunes de colère, drapeau tricolore brandi quand les manifestant.es se sont mis à genoux mains sur la tête face aux CRS en solidarité avec les lycéens de Mantes la Jolie en mars 2019. Il était là dans la mobilisation historique contre la réforme des retraites du printemps 2023. « Ceci n'est pas une queue leu leu » disait une pancarte : dans la rue, côte à côte syndicats, collectifs LGBT, sans papiers, cyclistes, féministes, militant.es contre les méga-bassines, s'est forgée une conscience populaire, une identité collective qui a survécu à la défaite, exigé l'unité des partis de gauche en juin 2024, précipité

la chute du gouvernement Bayrou, porté le succès de la journée de grève et de manifestation contre le budget de casse sociale le 18 septembre 2025.

Il y a dans ce Nous le besoin farouche de se faire entendre. Il y a aussi l'expérience que la force de cette union populaire dépendra de sa capacité à compter véritablement tout le monde et notamment les enfants de l'immigration. Le meurtre de Nahel Merzoug le 23 juin 2023 a provoqué une émotion nationale sans commune mesure avec le peu d'empathie politique face à la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré le 17 octobre 2005. Les émeutes qui ont suivi ont été mieux comprises dans la gauche militante, syndicale et associative pour ce qu'elles étaient : une exigence de justice, une exigence rageuse d'égalité, une exigence d'être enfin reconnues comme des enfants de la République.

Le 21 mars 2026, c'est la Marseillaise poing levé qui a retenti spontanément pour saluer l'élection du nouveau maire Bally Bagayoko dans la grande salle de la mairie de Saint-Denis. Événement étrange dans cette salle des mariages de la ville des rois qui fut aussi celle d'un communisme municipal emblématique. Saint-Denis la rouge, dans son histoire y a entendu plus souvent l'Internationale. Cette histoire, la doyenne du conseil, insoumise, héritière de la résistance communiste et ouvrière, héritière des immigrations espagnole et algérienne l'a rappelé dans un discours qui a fait chavirer les élus comme l'auditoire.

Ce Nous populaire revendique

sa légitimité nationale. Le « On est chez nous » ! scandé par la foule le 7 juin 2026 à Saint-Denis a fait couler beaucoup d'encre et nourri bien des débats de plateau télé. Il faut bien le comprendre. Il porte plus que l'affirmation d'une unité des résistances. Il porte en lui la force d'une refondation républicaine comme notre pays en a connu plusieurs fois depuis deux siècles, changement constitutionnel bien sûr mais aussi nouveau pacte civique à la hauteur des défis du temps.

Par son élection triomphale Bally Bagayoko a donné un visage, une voix, une crédibilité à ce Nous qui grondait depuis trop longtemps. Il a révélé la brutalité et l'hégémonie d'un récit national identitaire et colonial porté par l'extrême droite mais rallié par bien d'autres. Il a montré aussi que, pour être défendue face au fascisme, la République, même celle dont rêvait Thorez, devait être refondée sur des bases radicalement décoloniales.

Au-delà du constat démographique et sociologique, la Nouvelle France révèle ainsi sa puissance politique : celle d'une République qui reconnaît tous ses enfants quelles que soient leurs origines, celle qui n'oublie jamais les plus faibles et les plus démunies, celle qui protège toutes les singularités de croyances comme de désirs, celle qui fait confiance aux compétences populaires, celle qui peut de nouveau adresser au monde un discours d'avenir, de paix, de résistance à un capitalisme prédateur et à tous les colonialismes.

LA JEUNESSE, MOTEUR DE LA RÉVOLUTION CITOYENNE

_ LENNY LE FLOCH

Côtes-d'Armor

Nous, la jeunesse, nous sommes la Nouvelle France, nous faisons partie de ce peuple enclin à la radicalité pour changer la société. Une génération qui a grandi dans les fractures du macronisme. Lassés d'être mis de côté, nous voulons maintenant prendre le pouvoir pour faire la révolution.

_ 44

Aujourd'hui, il existe une jeunesse oubliée, précarisée, méprisée. Une jeunesse qui, après 10 ans sous le règne d'Emmanuel Macron, a vu les files d'attente devant les distributions alimentaires s'allonger, les loyers exploser, les études devenir un parcours du combattant et l'avenir se transformer en angoisse permanente. Une jeunesse à qui l'on demande toujours plus de sacrifices alors qu'elle n'a jamais été aussi diplômée et précarisée à la fois.

Un étudiant sur deux ne mange pas à sa faim. Le chômage des jeunes touche près d'un jeune sur cinq. Beaucoup sont contraints de travailler pendant leurs études, alors même que le travail salarié est l'une des premières causes d'échec scolaire. À cela s'ajoute la violence d'un système où l'avenir est décidé par un algorithme, « Parcoursup »,

tandis que les classes surchargées et le manque de professeurs dégradent toujours davantage les conditions d'études. Quand on est quarante par classe, que les enseignants absents ne sont pas remplacés, que l'on ne sait pas si l'on pourra payer son logement ou ses repas le mois suivant, la santé mentale s'effondre. Sous Macron, elle n'a cessé de se dégrader.

Et pourtant, malgré cette précarité, malgré cette violence sociale, la jeunesse relève la tête. Car cette génération sait que sa situation n'est pas le fruit du hasard mais celui d'un système économique à bout de souffle. Contrairement aux discours réactionnaires qui accusent les jeunes d'être paresseux, discours que l'on entend déjà depuis des décennies, la réalité est tout autre : les jeunes veulent travailler, mais ils refusent de sacrifier leur vie pour des emplois sous-payés, absurdes

ou destructeurs pour la planète. Ils veulent un travail qui ait du sens, utile à la société et compatible avec la dignité humaine.

Il y a cinquante ans, les perspectives semblaient plus ouvertes. Aujourd'hui, nous héritons de la crise climatique, de la crise économique, des guerres et de l'explosion des inégalités. Les seules promesses du capitalisme sont désormais la précarité, la compétition permanente et la résignation. Face à cela, la conscience politique et de classe des jeunes réémerge. Les jeunes comprennent de plus en plus que leurs difficultés individuelles ont une cause collective : un système qui privilégie le profit d'une minorité au détriment des besoins du peuple.

Cette prise de conscience se traduit par une politisation massive de la jeunesse. Malgré les défaillances du système médiatique et politique, malgré la répression et le mépris, les jeunes s'engagent. Ils sont aujourd'hui la génération la plus écologiste, prenant à bras-le-corps l'urgence climatique et la nécessité de la bifurcation écologique. Ils sont aussi massivement antifascistes, affrontant la montée de l'extrême droite sur tous les terrains, du racisme au sexisme. Enfin, de plus en plus de jeunes se reconnaissent dans le marxisme et s'identifient comme communiste, car ils voient la nécessité de rompre avec les logiques destructrices du capitalisme effréné.

La jeunesse a toujours été le moteur

des grandes transformations sociales. La France insoumise l'a compris : la révolution citoyenne ne peut se faire sans elle. Nous ne sommes pas les citoyens de demain, nous sommes les citoyens d'aujourd'hui. Et aujourd'hui, nous voulons reprendre notre destin en main.

Cette jeunesse a déjà montré sa capacité de mobilisation. Sous Macron, les mouvements sociaux et étudiants ont été réprimés avec une violence inédite* : matraques, gazages, arrestations arbitraires. Les images de lycéens agenouillés, mains derrière la tête, alignés contre un mur resteront comme le symbole d'un pouvoir devenu totalitaire qui a préféré la répression au dialogue démocratique. Mais cette violence n'a pas fait taire la jeunesse ; elle a renforcé sa colère et sa détermination.

Les jeunes votent déjà massivement pour la France insoumise. En 2022, Jean-Luc Mélenchon est arrivé largement en tête chez les 18-24 ans, recueillant l'espoir de millions de jeunes qui refusent la fatalité. Mais cela ne suffira pas sans une mobilisation encore plus grande. Trop de jeunes s'abstiennent encore, par découragement ou par méfiance envers une vie politique qui les a trop souvent trahis.

Pourtant, une fenêtre historique s'ouvre devant nous : l'élection présidentielle de 2027. Cette échéance peut être le moment du basculement. Le moment où la jeunesse, avec le peuple tout entier, décidera

enfin de rompre avec ce système qui détruit les vies, les solidarités et la planète. Il est temps de mettre en place des mesures concrètes comme l'allocation d'autonomie universelle pour garantir à chaque jeune le droit d'étudier, de se loger, de se nourrir et de vivre dignement.

Nous refusons que le pouvoir reste indéfiniment confisqué par une oligarchie réactionnaire et déconnectée du peuple. La représentativité populaire est loin d'être atteinte dans cette V^e République poussiéreuse. Les jeunes veulent enfin prendre leur part dans les décisions qui concernent leur avenir, redonner

le pouvoir au peuple et bâtir une démocratie véritablement vivante : c'est dans la VI^e République que se dirige aujourd'hui notre espoir.

La jeunesse veut la rupture. Elle veut en finir avec la logique du plus fort, avec la dictature du profit et avec un système qui condamne toute une génération à l'angoisse et à la précarité. Elle veut construire une société plus juste, écologique et démocratique. Et cette rupture politique passe aujourd'hui par la victoire de Jean-Luc Mélenchon en 2027.

Sans la jeunesse, rien ne se fera. Avec elle, tout devient possible.

* Lire aussi le texte « Free party : quand le pouvoir veut faire taire les fêtes populaires »

<https://www.insoumiscommunistes.fr/free-party-quand-le-pouvoir-veut-faire-taire-les-fetes-populaires/>

TROISIÈME PARTIE

INTERVIEW DE BALLY BAGAYOKO MAIRE DE SAINT-DENIS

BALLY BAGAYOKO

MAIRE DE SAINT-DENIS

INTERVIEW

Le 7 avril 1926, Francis Parny a rencontré Bally Bagayoko maire de Saint-Denis-Pierrefitte, en présence de Silvia Capanema, adjointe au maire et de Bérenger Cernon, député de l'Essonne.

Voici le verbatim de leur échange.

Francis Parny : *D'abord, félicitations, parce que je pense que tu portes les espoirs de toute une série de gens qui, en gros, veulent faire la révolution et que la façon dont tu as gagné Saint-Denis, ça le permet. Tu as dit d'ailleurs à propos de la ville de La Courneuve et de Saint-Denis que c'était une victoire communiste. Qu'est-ce que tu entends par là ?*

Bally Bagayoko : C'est une victoire communiste parce que je suis un enfant du communisme local, donc Saint-Denis, comme Pierrefitte d'ailleurs. J'ai appris la politique aussi avec ce milieu-là et j'ai su, me semble-t-il, à la fois me nourrir de mon histoire communiste sans jamais avoir été membre du Parti communiste français, tout en liant aussi la dynamique qui était engagée autour de la France insoumise et en assumant ce que je suis, c'est-à-dire un enfant des quartiers populaires. Et donc, c'est cet équilibre, à mon avis, qui a été un point d'appui pour pouvoir fédérer les gens qui sont

mes semblables en humanité et qui sont des gens aussi impliqués dans la ville de Saint-Denis depuis de nombreuses années, de couches sociales complètement différenciées. Et c'est l'ensemble, en fin de compte, de cette synthèse qui nous a permis de bâtir un programme de rupture et qui a fait sens, dans la vie.

Francis Parny : *Alors, tu parles des quartiers populaires justement, tu as été un des insoumis qui en 2020 présentait une liste. Tu avais fait 18%, aujourd'hui 50%. Qu'est ce qui a bougé dans les quartiers populaires et dans leurs relations aux autres quartiers de la ville ?*

Bally Bagayoko : Ce qui a beaucoup bougé c'est qu'en 2018, on a eu un croche-patte mais on n'est pas tombé, puisqu'on est resté debout. Et on a surtout travaillé pendant les 5, 6 ans à faire déjà un bilan de cette première présentation aux élections municipales en regardant, finalement, comment la société locale

a évolué, en intégrant Pierrefitte avec la sociologie des différents quartiers qui avaient bougé, avec les programmes ORU* qui ont été démolis, avec des populations qui ont été déplacées, des nouvelles personnes qui sont arrivées. Donc, c'est l'ensemble de cette analyse qui a été faite pendant quasiment les 5 ans. C'est ce qui nous a permis ensuite de pouvoir bâtir une stratégie avec l'ensemble de mes équipes, de reconquête en fin de compte, de l'ensemble des différents quartiers, sans exclusion en fait. C'est-à-dire considérer que celles et ceux qui venaient d'arriver sur Saint-Denis et Pierrefitte étaient des habitants en train de partager notre communauté de destin et tout en ne niant pas l'existence des gens des quartiers populaires. Donc, il faut rassembler et c'est ce travail-là qui a été fait. Avec bien sûr une stratégie assumée, qui était de nationaliser aussi la campagne pour garder une cohérence parfaite entre l'ambition que nous avions à l'échelle locale et bien sûr ce qui était défendu par la France insoumise, entre autres, au niveau national.

Francis Parny : *Tu es victime bien sûr, d'attaques racistes, absolument odieuses. Donc tu as toute notre solidarité et tu as organisé une grande manifestation samedi. J'ai entendu certains propos au sujet de cette manifestation qui disaient : il aurait*

fallu rester sur le racisme. Et je pense que toi tu as une autre réponse que cette réponse-là.

Bally Bagayoko : Très clairement, oui. Le racisme malheureusement n'existe pas uniquement avec les attaques dont j'ai été victime, parce que bien d'autres élus, et moins élus d'ailleurs, ont été victimes de cela. Mais le racisme est un élément marqueur de la séquence qui était la mienne et qui continue de l'être puisque c'est un combat antiraciste, antifasciste, qu'il faut assumer en tant que tel. Mais en même temps, nous disons bien que la question du racisme se loge aussi dans un certain nombre de politiques publiques qui sont menées, y compris des décisions au niveau national qui sont portées, y compris de la manière dont on gère la question du capitalisme en tant que tel qui vient fracturer la société. Et le racisme vient se loger dans ça. C'est la raison pour laquelle je considère qu'attaquer la question du racisme, c'est aussi attaquer la question du capitalisme, c'est attaquer aussi la question du fascisme et c'est assumer, en fin de compte, la République telle qu'elle est : liberté, égalité, fraternité. Parce que nous sommes tous les enfants de la République.

* ORU : Opération de Renouvellement Urbain

Pour voir la vidéo de cet échange : <https://www.insoumiscommunistes.fr/a-saint-denis-une-victoire-pleine-denseignements-nationaux/>

DÉCOUVREZ NOS ARTICLES

SITE WEB

insoumiscommunistes.fr



1. Cuba : défendre la révolution face à l'offensive impérialiste.



6. De nouvelles forces, au service du peuple, dans les territoires



2. De là-bas et d'ici



7. Scop et nationalisations



3. Révolution ferroviaire



8. Parlons de la Nouvelle France



4. Insurrection gitane



9. Une myriade de Lucioles d'Art Pour éclairer la société



5. Sur les chemins de la présidence de Jean-Luc Mélenchon

RETROUVEZ SITE WEB LES CRÉATIONS DES GRAPHISTES

formesdeslutttes.org



Isabelle Jegu, Apolline Floc'h et Sébastien Marchal, participent tous trois aux luttes sociales et politiques, par les moyens de l'image, au sein du collectif formesdeslutttes.org.

« ON VA GAGNER »

C'est le mot d'ordre que l'on entend dans les rassemblements organisés par la France Insoumise

Oui, nous allons gagner parce que très largement notre peuple n'en peut plus de ce système qui détruit nos vies, la planète et tous nos écosystèmes.

Oui nous allons gagner parce que dans le grand désordre de tous les partis qui ont gouverné, la candidature de Jean-Luc Mélenchon, son programme et l'équipe qui l'entoure représentent la seule force cohérente porteuse d'une alternative

Les Insoumis.es communistes ont conçu cette brochure comme un outil au service de la victoire populaire. Au travers de textes et d'images, ils mettent en débat des propositions pour gagner et faire société ensemble.

Mercis aux auteurs Farida Amrani, députée, Christian Audouin, Bally Bagayoko, maire, Maxime Bergonso, Alain Bertho, Silvia Capanema, conseillère départementale, Alice Elvan Celik, Bérenger Cernon, député, Christian Desbois, Sylvie Herody, Mathilde Hignet, députée, Andy Jadeau, Lenny Le Floch, Pierrick Monnet, maire, Francis Parny, Françoise Quainquard, Françoise Valade.
Merci aux graphistes Apolline Floc'h, Isabelle Jegu, Sébastien Marchal.
Merci à varso pour la réalisation de cette brochure.

